

N°89— Septembre 2019

Les Finances publiques sont abordées à travers la présentation du Budget de l'Etat et du Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC). En 2018, à l'instar de l'année 2017, le résultat est excédentaire. La valeur des actifs du FRC reste stable.

### 1. L'excédent budgétaire progresse

Pour la septième année consécutive, le budget de l'Etat est excédentaire (+38,4 M€) en croissance de +5 % par rapport à 2017. Ce résultat s'explique par une augmentation en valeur plus importante des recettes (+66,5 M€) que des dépenses (+64,6 M€). Les recettes budgétaires s'élèvent à près de 1,3 milliard d'euros, en progression de +5,4 %, et les dépenses publiques, avec un taux de croissance équivalent, atteignent 1,25 milliard d'euros.

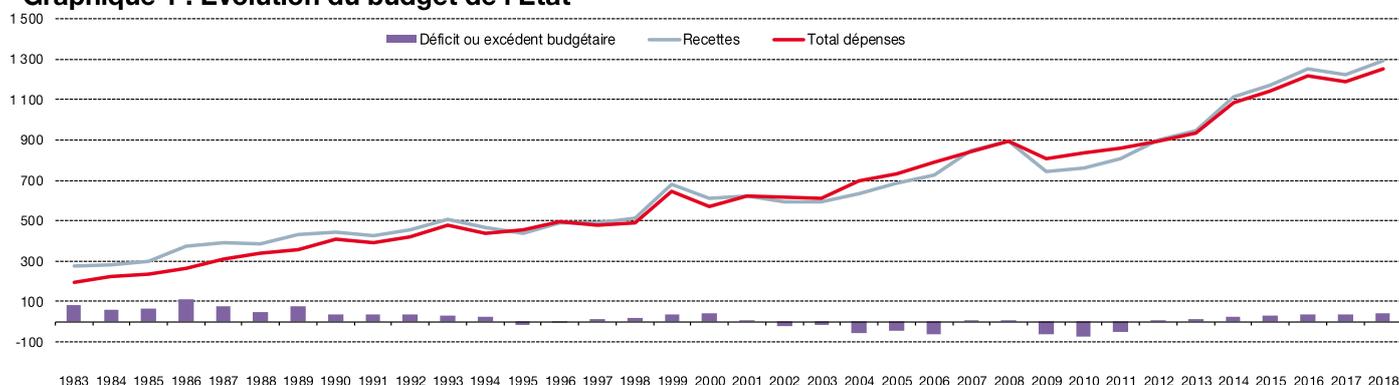
**Tableau 1 : Evolution de la composition du budget de l'Etat**

	2014	2015	2016	2017	2018	Evol
Recettes	1 111,4	1 173,0	1 251,2	1 225,6	1 292,1	5,4%
Dépenses ordinaires	697,2	733,2	747,1	798,9	842,2	5,4%
Dépenses d'équipement	388,5	410,7	468,3	390,1	411,4	5,5%
<b>Total dépenses</b>	<b>1 085,7</b>	<b>1 144,0</b>	<b>1 215,3</b>	<b>1 189,0</b>	<b>1 253,7</b>	<b>5,4%</b>
Déficit ou excédent	25,7	29,0	35,9	36,6	38,4	5,0%

Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

**Graphique 1 : Evolution du budget de l'Etat**



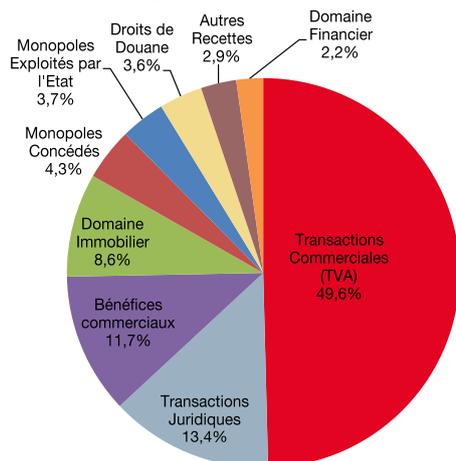
Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

### 2. Augmentation des recettes

Les recettes s'élèvent à 1,29 milliards d'euros contre 1,23 milliards d'euros en 2017 (+66,5 M€ soit +5,4 %). Les recettes fiscales dépassent pour la première fois le milliard d'euros grâce à une hausse conséquente des recettes de TVA (+ 8,5 %), qui à elles seules représentent près de la moitié des recettes globales de l'Etat, et de celles issues des Bénéfices Commerciaux (+16,6 %). Les recettes issues du Domaine financier sont en recul après les fortes hausses de 2016 et 2017.

**Graphique 2 : Composition des recettes budgétaires en 2018**



Source : Direction du Budget et du Trésor

**Tableau 2 : Evolution de la composition des recettes budgétaires**

	2014	2015	2016	2017	2018	Evol
Transactions Commerciales (TVA)	521,9	575,7	579,8	590,8	640,9	8,5%
Transactions Juridiques	171,1	172,1	195,9	168,5	173,6	3,1%
Bénéfices commerciaux	126,3	124,3	124,9	129,2	150,6	16,6%
Domaine Immobilier	97,1	107,9	139,7	116,6	111,1	-4,7%
Monopoles Concédés	68,6	65,3	60,0	58,2	56,0	-3,7%
Monopoles Exploités par l'Etat	39,4	37,5	39,5	41,0	47,4	15,4%
Droits de Douane	28,9	29,6	33,8	43,0	46,1	7,2%
Autres Recettes	30,7	33,0	43,7	35,8	37,8	5,5%
Domaine Financier	27,4	27,8	34,0	42,6	28,5	-33,1%
<b>Total</b>	<b>1 111,4</b>	<b>1 173,0</b>	<b>1 251,2</b>	<b>1 225,6</b>	<b>1 292,1</b>	<b>5,4%</b>

Unité : million d'euros

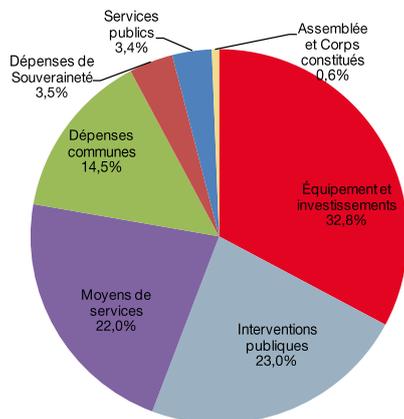
Source : Direction du Budget et du Trésor

Transactions commerciales : taxe sur la valeur ajoutée ;  
 Transactions juridiques : droits de mutation, droits sur les autres actes civils et administratifs, taxes sur les assurances ;  
 Bénéfices commerciaux : impôt sur les bénéfices ;  
 Domaine immobilier : ensemble des revenus des immeubles de l'Etat à usage locatif et les recettes des parkings publics ;  
 Monopoles concédés : redevances concernant les monopoles dont les principaux sont la Société des Bains de Mer, Monaco Telecom, la Société Monégasque d'Électricité et du Gaz, la SAM d'Exploitation des Ports de Monaco ;  
 Monopoles exploités : recettes concernant la Régie des Tabacs, de l'Office des émissions de timbres-poste ;  
 Autres recettes : produits et recettes des services administratifs, droits de consommation ;  
 Droits de douane : droits de douane ;  
 Domaine financier : revenus des valeurs mobilières, les intérêts bancaires.

### 3. Les dépenses progressent également

Le montant global des dépenses de l'Etat augmente (+5,4 %). Tous les postes sont orientés à la hausse. Les trois grandes catégories (Dépenses de fonctionnement, Interventions publiques, Equipement et d'investissements) progressent dans la même proportion (+5,5 % en moyenne). Les dépenses d'équipement et d'investissements augmentent ainsi de plus de 20 M€ et représentent le plus gros poste de dépenses, soit près d'un tiers.

**Graphique 3 : Composition des dépenses budgétaires en 2018**



Source : Direction du Budget et du Trésor

### 4. Stabilité du Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)

Créé par la Constitution de 1962, le Fonds de Réserve Constitutionnel est le « bas de laine » de l'État monégasque. C'est une entité comptable autonome, disposant d'un patrimoine propre et jouissant d'un statut particulier.

A fin décembre 2018, le montant de l'actif du Fonds de Réserve Constitutionnel s'élève, comme en 2017, à environ 5,2 Mds€. Il comporte :

- une réserve d'or de l'ordre de 206 M€ ;
- une partie « disponible » (liquide) de 2,3 Mds€ composée de titres de placements financiers (fonds communs de placement composés d'actions, d'obligations, etc.) et de disponibilités bancaires ;
- une partie « illiquide » de 2,7 Mds€. Elle est majoritairement composée d'immeubles (1,74 Mds€). La réévaluation des biens immobiliers se fait selon l'évolution de l'indice de la construction BT01. Ces biens immobiliers sont situés à Monaco ou dans les communes limitrophes, à l'exception des Ambassades. La valeur des immeubles est en augmentation sur l'exercice (+4,3 %) en raison de leur réévaluation et compte tenu des acquisitions, ventes et opérations réalisées.

**Tableau 4 : Evolution de la composition du FRC**

	2014	2015	2016	2017	2018	Evol
Partie Liquide	2 157	2 278	2 366	2 316	2 294	-0,9%
Or	181	179	202	199	206	3,5%
Partie Illiquide	2 238	2 219	2 233	2 651	2 673	0,8%
<b>Total</b>	<b>4 576</b>	<b>4 676</b>	<b>4 801</b>	<b>5 166</b>	<b>5 173</b>	0,1%

Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

**Tableau 3 : Evolution de la composition des dépenses**

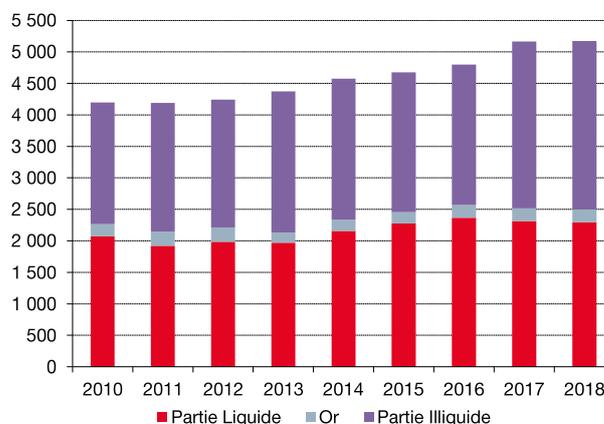
	2014	2015	2016	2017	2018	Evol
Équipement et investissements	388,5	410,7	468,3	390,1	411,4	5,5%
Interventions publiques	224,1	231,0	241,6	272,9	287,7	5,4%
Moyens de services	243,2	252,0	257,8	267,4	275,7	3,1%
Dépenses communes	149,2	157,1	163,2	169,6	181,3	6,9%
Dépenses de Souveraineté	39,5	43,5	42,8	45,7	47,3	3,4%
Services publics	35,4	43,2	35,4	36,6	42,4	16,1%
Assemblée et Corps constitués	5,9	6,5	6,4	6,8	7,8	14,6%
<b>Total</b>	<b>1 085,7</b>	<b>1 144,0</b>	<b>1 215,3</b>	<b>1 189,0</b>	<b>1 253,7</b>	<b>5,4%</b>

Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

Équipement et investissements : dépenses de gros travaux, de matériel d'équipement, et d'acquisitions d'immeubles. Elles concernent l'équipement routier, culturel, portuaire, urbain, sanitaire et social, administratif, sportif... ;  
Moyens de Services : dépenses de fonctionnement directement engagées par les Départements et les Services administratifs ;  
Interventions publiques : aides, subventions versées et politiques publiques menées par le Gouvernement. On y trouve la dotation communale, les subventions aux Établissements Publics, les aides versées dans les domaines international, éducatif et culturel, social et humanitaire, sportif, économique et aux manifestations ;  
Dépenses communes : dépenses gérées de façon commune par certains Services au profit de tous les Services : charges sociales, nettoyage des locaux, dépenses d'eau, gaz, électricité, assurance des bâtiments domaniaux, matériel informatique des Services administratifs... ;  
Dépenses de Souveraineté : dépenses du Palais Princier et de la Maison Souveraine ;  
Services publics : dépenses de nettoyage de la ville, de collecte et d'incinération, d'éclairage public, de consommation d'eau, de transports publics... ;  
Assemblées et Corps constitués : dépenses relatives aux Conseil National, Conseil Économique et Social, Conseil d'État, Commission Supérieure des Comptes, ...

**Graphique 4 : Evolution du FRC**



Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

Les biens immeubles détenus par le FRC génèrent dans leur grande majorité des revenus locatifs, étant occupés par des entreprises, des commerces, ou des particuliers. La partie « illiquide » comporte également les participations de l'Etat dans des sociétés, notamment une partie des actions de la S.B.M. (39,74 % du capital) ou d'autres sociétés ayant des liens directs avec l'Etat, comme les concessionnaires SMEG, SMEAUX, la Société d'Exploitation du Grimaldi Forum, la Société d'Exploitation des Ports de Monaco, etc. Cette partie est de l'ordre de 500 M€.

